

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

quel avenir pour mitterrand ?



et cet article vous lirez

ainsi que le journal entier...

Une nouvelle maladie, la Nostradamite aigüe est soudainement apparue cet été sur les plages. Les symptômes sont maintenant identifiés. Cela vous prend tout d'un coup. Vous êtes angoissé et lisez Nostradamus. Après lecture vous, êtes encore plus angoissé et vous mettez à relire Nostradamus. C'est ce que les médecins appellent la spirale Nostradamus contre laquelle la médecine moderne est impuissante. Pourtant les quatrains ne veulent rien dire c'est bien connu, mais dites n'importe quoi avec l'accent de la vérité et vous trouverez toujours quelqu'un pour y trouver un sens et un public pour y croire. Bernard Alliot dénonce l'imposture dans «Le Monde» :

Plusieurs centaines d'auteurs ont déjà «décrypté», chacun à sa façon, les élucubrations du médecin de Salon-de-Provence. A chaque période trouble intense, à chaque situation dangereuse pour la paix du monde, on ressort les prédictions de Nostradamus comme on produit des films à catastrophe. Le créneau de la peur est un marché rentable. En attendant se poursuivent le débat et la vente de ce pavé de six cents pages, indigeste et d'un ennui infini, mais qui frappe les esprits crédules, pour le plus grand profit des marchands d'illusion.

Mais, répliquera-t-on : c'est scientifique, Fontbrune a même utilisé l'ordinateur ! Pierre Enckell, dans «Les Nouvelles Littéraires», réplique :

Dans son énorme pavé, résultat «de quarante-quatre années d'études, père et fils réunis», l'absence de méthode est si criante que c'en est consternant. Il ne connaît assurément pas les premiers mots de l'histoire et de la philologie qu'il prétend utiliser; aucun historien ne peut admettre ses interprétations, aucun philologue n'approuvera ses traductions. De toute évidence, l'auteur a d'abord décidé ce qu'il allait trouver dans les vers informes de Nostradamus, et s'est ensuite appliqué à en extraire ce qu'il y avait mis lui-même : opé-

ration d'une remarquable futilité, résultat tout aussi inepte. Le livre n'est même pas drôle. Pour ce que ces travaux apportent à la connaissance, le père et le fils réunis auraient tout aussi bien pu passer quarante-quatre ans à se gratter le bas du dos.

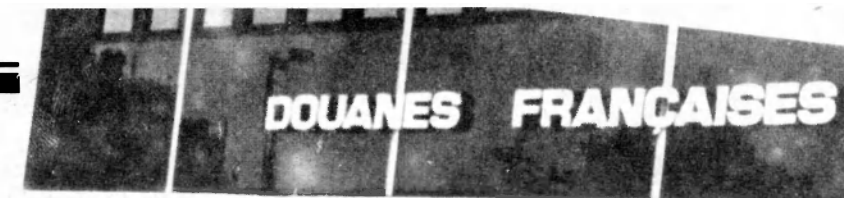
On déplore de devoir parler d'un ouvrage aussi absurde; mais il semble avoir eu une audience surprenante. Que de temps perdu !

Même l'agence Tass a trouvé moyen de nous faire rire en affirmant que Fontbrune, qui annonce l'invasion de l'Occident par les Russes, était un agent de la CIA. L'hebdomadaire «Révolution» n'a pas, chose exceptionnelle, repris cette accusation, mais s'est contenté de dire que c'était «l'intelligentsia de choc de la fin du XXe» que Fontbrune avait mis sur ordinateur. Pablo de la Higuera a même fait de l'esprit, ce qui est rare dans cet hebdomadaire aussi ennuyeux et illisible que les quatrains de Nostradamus :

Une seule remarque à l'intention de Fontbrune; la prophétie citée par l'Express : «Signe d'huile abonder. Pierre Denys non guères» ne signifie pas comme vous l'avez interprété d'une manière erronée «Pétrole, pétrole» pas plus que n'est bonne l'exégèse de notre confrère. En réalité Nostradamus annonçait par là la pneumonie atypique en Espagne causée par des huiles frelatées et dont le père Dioniso ne guérirait plus. Veuillez corriger dans l'édition de poche que j'attends pour vous lire.

La seule interprétation de Fontbrune à laquelle il faut accorder crédit est la restauration de la monarchie (c'est sûr et plus que sûr) dont nous taïrons par souci politique la fin tragique. Alors si vous voulez figurer dans le prochain gouvernement, abonnez-vous ou faites des abonnés et je vous prédis, foi de Bocquillon, que nous aurons plus de lecteurs.

NOSTRA-BOCQUILLONUS



du bon usage du protectionnisme

Pour les journalistes, le mois d'août est d'ordinaire une période creuse; c'est l'époque durant laquelle ils ressuscitent le monstre du Loch Ness afin de remplir leurs colonnes. Cette année, la paysannerie s'est chargée de leur fournir matière à commentaires.

C'est en effet à une véritable montée du protectionnisme que l'on a assisté en cette période estivale, sous la pression des manifestations d'agriculteurs. Au début du mois d'août, pour protester contre les importations italiennes et espagnoles, les producteurs de fruits et légumes du Midi barrent les routes, détruisent des tonnes de produits (pêches, pommes...). Le 12 c'est la fameuse affaire du pinardier «l'Ampelos» : 18.000 hectolitres de vin italien sont détruits dans le port de Sète.

Le gouvernement paraît tout d'abord désappointé devant une situation dont, certes, il a hérité, mais qui était prévisible. Il proteste pour la forme contre les camions espagnols mis à sac et contre l'intervention «musclée» des viticulteurs. Contre toute attente, les dirigeants socialistes d'habitude si «européistes» bravent les foudres de Bruxelles, Madrid et Rome et déploient l'arsenal des mesures protectionnistes. Tout y passe : le vin italien retenu à Sète reste sous douane (on s'intéresse soudain aux documents douaniers qui ne sont effectivement pas conformes), une taxe sur les vins de coupe est instituée, les comptes des importateurs sont passés à la loupe, une aide aux viticulteurs languedociens est mise en place. Le gouvernement réclame une réforme de la réglementation communautaire pour les productions méridionales; ils se prononcent contre l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun tant que celle-ci n'aura pas été décidée.

La France n'est d'ailleurs pas la seule à jouer la carte du protectionnisme (déguisé ou non) : l'Italie a naturellement pris des mesures de rétorsion; la Grande-Bretagne impose, depuis le 27 août, des réglementations «sanitaires» qui reviennent à fermer ses frontières aux volailles hollandaises et françaises... Que faut-il penser de ces événements ? Ce n'est pas ici que nous condamnerons le protec-

tionnisme par principe; au contraire. Mais celui-ci ne peut être appliqué indifféremment vis-à-vis de tous les pays; il doit être sélectif. Or l'Italie reste un des seuls partenaires européens avec lequel les échanges sont en notre faveur (1). Le protectionnisme doit également être temporaire et ne pas prolonger des productions ou des structures sclérosées sans les réformer. Sagement, la CFDT estime que la solution des problèmes viticoles passe par «une réorganisation de la profession qui doit se décider à faire une production qui réponde véritablement aux besoins des consommateurs.»

Le protectionnisme, comme d'ailleurs la nationalisation, est utile à condition de n'être pas utilisé au coup par coup. L'un et l'autre ne sont que les instruments d'une politique agricole et industrielle d'ensemble préalablement définie. Il semble que les socialistes aient été surpris par leur victoire et que cette politique reste, pour l'heure, assez floue. Il est impératif qu'ils la clarifient rapidement : c'est la crédibilité du gouvernement qui est en jeu.

A. SOLARI

(1) Dans le domaine agricole, l'Italie a importé en 1980 pour 2550 milliards de lires de produits français, alors qu'elle n'exporte chez nous que l'équivalent de 780 milliards de lires.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

'ma fête de l'huma

Comment découvrir des éléments intéressants sur la vie interne du P.C. en faisant une enquête semi-canularque.

L'important au début d'un reportage sur la Fête de l'Huma, c'est de repérer l'allure générale des personnes et des lieux. Les personnes tout d'abord : le public va de stand en stand l'air assez détendu, voir un peu joyeux, mais en même temps quelque peu amorphe. Tous les âges sont représentés mais 16-25 ans dominent ainsi que les 40-50 ans. Pas mal d'immigrés; cela fait penser qu'ils ne tiennent pas trop rancune au Parti des bulldozers de Vitry. On est au passage racollé par des militants qui vous invitent à signer la pétition adressée à Reagan contre la bombe N. Bon public je signe, je signe même trois fois. L'ennui c'est que j'ai le mauvais goût d'apposer la signature de trois membres éminents de l'extrême droite.

OU EST PASSÉ LE STAND DU C.C. ?

Voyons maintenant les lieux : outre les nombreux stands des sections et fédérations, des spectacles. A remarquer au programme le nombre impressionnant de danses folkloriques assurées par les délégations étrangères, mais aussi représentatives du folklore de l'ancienne France. Volonté d'assumer le passé paysan de notre pays ? Certainement.

Quitte à l'assumer de façon passiste : une batteuse ancienne fonctionne en permanence pendant toute la fête et le panneau du stand de la Haute-Vienne «fière de ses solides traditions rurales qu'elle préserve avec soin» aurait put être signé René Benjamin. Et puis, n'est-ce pas le moyen de récupérer quelques écologistes. Le passé semi-artisanal de la classe ouvrière était lui aussi revendiqué: il fallait voir avec quel orgueil le stand des Ardennes montrait une machine à frapper des pièces et

des médailles actionnée par un écureuil dans sa cage.

Soyons juste : la modernité était, elle aussi, assumée : un stand superbe montrait une maquette géante du TGV (Fiterman n'est pour rien dans sa réalisation, mais il est ministre des Transports); un scanner ultra-moderne était mis en démonstration (Jack Ralite, ministre la Santé, même punition, même motif). Le Crédit Agricole avait son stand lui aussi : dommage que le souci de galanterie à l'égard d'Edith Cresson ait conduit le P.C. à faire de la pub à la troisième banque mondiale qui pour être à la fois semi-mutualiste et semi-nationalisée n'emploie pas moins des procédés d'un capitalisme féroce, surtout à l'égard des petits exploitants. Enfin les I.T.C. (Ingénieurs, Techniciens, Cadres) étaient eux aussi largement représentés. Bref, le P.C. au fur et à mesure que son électorat rétrécit comme une peau de chagrin s'efforce de recruter.

Bon, voyons maintenant le cœur de la fête, le stand du Comité Central, où à jet continu se déroulent chaque année tables rondes, débats et exposés avec les vedettes du Parti. Tiens, il n'est pas mentionné sur le plan de la fête contenu dans l'Huma... Et un responsable me confirme sa suppression. Quelle tristesse ! Je ne verrai donc pas Pierre Juquin dans son numéro de charme de visiteur médical pour médecins du XVI^e arrondissement. Il est vrai qu'un trublion aurait pu gâter la joie des fidèles en se mettant à parler virage à droite du P.S., affaire Fiszbin, Afghanistan ou bulldozers.

PAS MAL DE CONTESTATAIRES

Qu'à cela ne tienne, discutons en tête à tête avec les militants.

Tout compte fait le mieux est de se présenter, pour que les bouches se délient, comme un adhérent du P.C. depuis novembre 1960 qui tout en regrettant la publication du livre de Fiszbin et les déclarations de ce dernier dans la presse bourgeoise pense qu'on aurait dû le laisser s'exprimer dans l'Huma et que toutes ses critiques ne sont pas fausses. Et pour cela allons consommer aux stands. Débuts catastrophiques : je tombe d'abord sur deux jeunes militants d'Artix-de-Béarn ronds comme des petits pois et dont je parviens seulement à tirer qu'ils ont deux cellules dont les effectifs varient entre deux et dix-sept.

Début d'ivresse de ma part dû à une énorme faute tactique consistant à commencer mon enquête par les stands du Sud-Ouest -entre autre le floc gascon de la Fédération du Gers est remarquable- Je remarque malgré tout que plus encore que dans le public, la tranche des 25-40 ans est pratiquement inexistant parmi les militants tenanciers des stands : la

P.S. dans les Vosges; un adhérent des Lilas m'a tenu des propos semblables.

Le bouquet a été mon passage au stand de Choisy-le-Roi. Je venais d'interpeller Fiterman qui buvait un coup en lui demandant s'il n'était pas trop vexé d'avoir été traité de «petit domestique» par Claude Cheysson et celui-ci m'avait répondu sèchement qu'il n'avait pas l'habitude de se laisser traiter ainsi. Alors un quadragénaire «membre de la section du XI^eme et ancien du XIX^eme où il a bien connu Fiszbin» (je le cite de mémoire) me dit en substance «Tu n'aurais pas du lui dire ça. Mais c'est vrai qu'il y a des choses qui ne vont pas dans le Parti. On n'aurait jamais dû lourder Fiszbin. Un homme de cette valeur qui aurait pu faire un remarquable maire de Paris. Et je vais te dire : Berlemont lui aussi est en désaccord : il ne veut pas que cela se sache (1) et prétexte des raisons de santé pour se retirer mais il est écœuré et beaucoup de militants avec lui.»



génération de Mai 68 et du Programme commun a visiblement quitté le Parti.

Dégrisé par un double café je recueille enfin des réactions intéressantes. D'abord de staliniens : un militant de l'Aude réduit l'affaire Fiszbin à un conflit de génération et s'avoue resté stal. car les Etats-Unis n'ont eu que 650.000 morts dans la lutte contre le nazisme, tandis que l'URSS... (Il oublie que si Staline n'avait pas fait fusiller l'élite de l'état-major soviétique en 1937-38 la facture aurait été deux fois moins lourde...) Un adhérent de Bagnex : Fiszbin conteste pour masquer son incompétence et le recul du Parti à Paris; deux tricoteuses de Gennevilliers : on s'en moque, chez nous le candidat du Parti est réélu au premier tour.

Mais je suis tombé aussi sur des contestataires : un militant des Vosges a reconnu que les virages successifs à 180° de la direction a fait terriblement mal au P.C. en général et l'a fait laminer par le

Là dessus un militant ouvrier de Choisy-le-Roi, la cinquantaine, intervient et dit froidement : «Tu sais, que ce soit Ellenstein ou Fiterman, tout ça c'est des Juifs. Remarque j'en veux pas à Fiterman il rend service, mais enfin...» Je faillis m'étrangler en avalant mon Coca Cola (2) et l'entendis conclure : «Et puis le drame c'est que les ouvriers s'embourgeoisent. Chez moi nous sommes 1.300 et la

CFDT a fait 51% des voix au comité d'entreprise.»

Ce qui me fit mieux comprendre les raisons du centralisme démocratique. En étouffant les débats internes, le Parti évite sa dislocation sous l'effet des forces centrifuges qu'il contient. C'est égal, cela laisse perplexe sur l'avenir d'un parti aussi mal dans sa peau.

Arnaud FABRE

(1) C'est fait.

(2) C'est immonde, mais au moins cela ne saoule pas.

mourir pour gdansk ?

(entretien avec a. Jakowski)

Nous interrogeons aujourd'hui M. Adam Jackowski, rédacteur à «Spotkania». «Spotkania» (Rencontres) a été fondée après les événements de 1976 par des étudiants de l'Université Catholique de Lublin. Rédigée à partir de trois villes (Lublin, Varsovie et Cracovie) elle est publiée tous les deux à trois mois et tirée à cinq mille exemplaires, dont deux mille sont diffusés par Solidarité. On y traite des problèmes politiques, philosophiques et historiques de la Pologne.

● Royaliste : On a beaucoup parlé, à propos du congrès de Gdansk, des différentes tendances qui apparaissent au sein de Solidarité. Qu'en est-il exactement ?

Adam Jackowski : Qu'il y ait des différences de sensibilité à l'intérieur du syndicat, c'est certain, c'est même inévitable. Ainsi on peut dire que le «centre» théorique et «idéologique» est à Gdansk; à la tête des syndicats régionaux on trouve des gens à la fois plus pratiques et pragmatiques et aussi plus durs, plus sensibles à la réalité quotidienne des luttes. Des différences qui peuvent également prendre leur origine dans les divers mouvements qui soutiennent et conseillent Solidarité : le groupe des experts de l'Eglise et le Comité pour l'auto-défense sociale (KSS«KOR»). Pour l'instant on ne doit pas parler de contradictions mais de pluralisme.

● Royaliste : Quels sont, en dehors des grèves, les moyens de pression de Solidarité ?

A.J. : D'abord sa presse; l'existence d'une presse indépendante est très importante pour nous. Comme l'est le fait que ce soit une presse largement diffusée dans tout le pays : à l'occasion du Congrès, le journal a été tiré à cinquante mille exemplaires, dont vingt mille rien que pour Gdansk, le reste allant surtout vers Varsovie et la Silésie. Et il s'agit d'une presse libre, ce qui rend d'autant plus dangereuse la nouvelle loi sur la censure dont nous craignons les applications à une des seules sources d'information libre de ce pays. A partir du 1er octobre, l'article 17 de cette nouvelle loi condamne chaque auteur d'article non conforme à la censure au paiement de 5.000 zlotys.

Peu de journaux indépendants peuvent résister à pareil traitement. De plus la maison d'édition de Solidarité a déjà été fermée par la police et les employés de son

imprimerie de Silésie arrêtés. Or le journal contribue à une certaine unité au sein de Solidarité, unité nécessaire car le syndicat refuse tout centralisme; c'est à la suite d'une concertation qu'il est décidé telle grève ou telle action dans tel endroit. Ensuite, Gdansk suggère au syndicat régional d'arrêter la grève mais ne peut lui imposer une décision. On voit que sans une information libre, la situation serait mûre pour des grèves sauvages et des actions violentes qui ne feraient qu'aggraver la situation.

● Royaliste : Ses adversaires ont-ils raison d'affirmer que Solidarité est une entreprise anti-socialiste ?

A.J. : En Pologne, autrefois, être anti-socialiste c'était participer à la messe du dimanche. Cela tient aux conditions historiques que tout le monde connaît : l'identité nationale polonaise et la liberté, à travers leurs vicissitudes, ont toujours été intimement liées à l'Eglise. L'Eglise était simplement, le seul espace libre où l'on pouvait s'affirmer polonais sous l'occupation étrangère, chrétien ou non-marxiste par la suite. Elle continue à jouer ce rôle, mais il y a maintenant en plus Solidarité. C'est après 35 ans, une autre manifestation de l'opposition au système. Car on ne peut changer la situation économique et sociale sans changer fondamentalement l'idéologie du système. Solidarité est donc, d'origine et «existentiellement» anti-socialiste.

Cela ne veut pas dire qu'il faille recommencer les erreurs du passé. Les Occidentaux ont peur de voir se reproduire la même situation qu'en Tchécoslovaquie dans les années 67-68. La différence, c'est qu'en Tchécoslovaquie c'est le Parti qui avait changé. C'est de lui qu'était venu le changement et trop rapidement. L'unique possibilité immédiate est le changement de la réalité du système. De ce point de vue, on peut concéder certaines choses : l'appartenance au Pacte de Varsovie, laisser au gouvernement le monopole du réseau ferroviaire et la politique internationale. C'est d'abord dans la réalité quotidienne qu'il faut tout changer.

Et c'est ce que nous entendons quand nous parlons d'autogestion. Il n'est pas question de chercher un modèle ailleurs, en Yougoslavie par exemple. L'autogestion, cela veut dire par exemple permettre à une entreprise de traiter directement avec ses clients et fournisseurs étrangers sans passer par tous les intermédiaires qui existent actuellement. Une grande partie des problèmes d'approvisionnement du pays disparaîtrait ainsi.

Cela ne peut d'ailleurs se faire que si toutes les parties sont associées au groupe d'autogestion : Solidarité, mais aussi les syndicats officiels de cadres et le Parti. Si Solidarité est seule dans ce mouvement, les attaques qu'elle subit de la part du pouvoir rendront le courant autogestionnaire inefficace et inopérant.

Car c'est aussi la raison d'être de Solidarité : face aux solutions à court terme présentées par le gouvernement, élaborer un programme pour l'avenir...

● Royaliste : pourquoi avoir lancé un appel aux travailleurs des autres pays de l'Est pour qu'ils suivent la voie tracée par Solidarité ?

A.J. : Il faut d'abord rappeler qu'il existe dans les autres pays socialistes des mouvements comparables à Solidarité; ce ne serait donc pas une création «ex nihilo». D'autre part, la propagande contre Solidarité est très violente dans ces mêmes pays, surtout en URSS, RDA et Tchécoslovaquie, c'est-à-dire les régions limitrophes de la Pologne. Pour moi, le véritable espoir n'est pas en l'Occident mais en la prise de conscience des ouvriers de tout le bloc socialiste. C'est ce qui permettrait de faire contrepoids aux décisions de Moscou et de sauver le mouvement polonais.

● Royaliste : Comment arriver à ce résultat ? L'entreprise semble difficile ...

A.J. : Je suis sûr, de par les informations que j'ai, que de telles actions sont possibles en pays socialistes. Walesa a reçu des lettres de syndicats libres d'URSS; leurs dirigeants sont actuellement en camp de concentration mais cela signifie que ces syndicats existent. D'autre part le contact n'est pas impossible avec les groupes de dissidents : il reste des centaines de milliers de Polonais en URSS. Il leur est interdit d'adhérer à des organisations culturelles telles que «Polonia», mais ils peuvent, pour ceux qui vivent près de la frontière, suivre les émissions de la radio et de la télévision polonaise, et se tenir ainsi au courant des changements qui affectent le pays. Il y a également des contacts avec des régions qui ont des liens historiques avec la Pologne, telle la Lituanie, et, pour des raisons religieuses, avec les catholiques uniates d'Ukraine. Et on sait que, dans les pays baltes, il existe un fort sentiment de résistance à la russification. Tous ces mouvements nationalistes, culturels ou religieux présagent de la possibilité de l'existence de groupes qui, comme Solidarité, seront indépendants des gouvernements socialistes.



«Proletaires de toutes les entreprises, unissez-vous»

● **Royaliste : Croit-on à l'intervention militaire soviétique en Pologne ?**

J.A. : D'un point de vue historique, et dans la situation actuelle de la Pologne, il n'y a pas de précédent. On a déjà vu que la Tchécoslovaquie avait été un cas différent. Les gens se disent : si les Russes venaient, vue la situation économique du pays, il leur faudrait nourrir les Polonais ! Je pense que les Soviétiques préféreraient une situation plus calme et une reprise en main par le Parti ou par d'autres personnes pourvu que ce soient des Polonais... Ceci interdit également des sanctions économiques, au contraire, bien que les échanges commerciaux se soient toujours faits au détriment de notre pays...

● **Royaliste : Quelle est la situation du mouvement étudiant en Pologne ?**

A.J. : Après 1968, il y a eu une prise de conscience parmi les étudiants. Ceux-ci militent au sein du KSS«KOR» (Comité pour l'Autodéfense Sociale); en 1977, l'un d'entre eux est tué par la Police à Cracovie. C'est à la suite de cela qu'est apparu le SKS (Comité

veau des mentalités, l'apparition de Solidarité ayant permis à l'Eglise d'avoir une attitude moins «politique» et de revenir à sa vocation première.

Et il y a beaucoup à faire pour elle; la situation économique risque en effet de provoquer fatigue et démoralisation chez les gens.

● **Royaliste : Comment va se présenter cette action de l'Eglise ?**

A.J. : Comme je l'ai dit, la naissance de mouvement syndicaux indépendants, donne à l'Eglise polonaise la chance de se retirer un peu de la scène et de se pencher sur les problèmes moraux. Une attitude qui semble se traduire par la recherche d'un dialogue avec l'Etat socialiste, un dialogue qui ne serait pas au niveau intellectuel mais au niveau éthique. L'homme qui représente le mieux ce courant est le Père Josef Tischner qui enseigne la théologie et la philosophie à la Faculté papale de Cracovie. C'est son homélie, prononcée à Gdansk, qui fut retenue comme le document officiel du Congrès de Solidarité. Dans son livre («le modèle polonais du dialogue»*) il affirme : «Il faut vivre dans ce pays avec les 2 réalités qui sont : Marxisme et



SPOTKANIA
«une église dans toutes les luttes»

de Défense des Etudiants, à l'époque conseillé et soutenu par Karol Wojtyla) qui est une alternative au mouvement officiel des Etudiants Socialistes. De plus, au début de 1981, l'Union Indépendante des Etudiants, est enfin reconnue légalement (elle s'occupe surtout de problèmes sociaux).

La nouvelle génération fait actuellement l'expérience de la Démocratie, une expérience que les jeunes n'avaient pas sauf pour ceux qui fréquentaient les «Universités Volantes» créées par des intellectuels catholiques à l'initiative du KOR et qui rassemblaient, pour y parler librement, des étudiants venus de tous les horizons, et pas seulement des chrétiens.

Si l'Eglise continue de jouer son rôle, c'est maintenant au ni-

Christianisme; leur point de dialogue est le Travail. Il faut interpellier le Marxisme et lui poser cette question sur l'éthique du travail.

Si le Marxisme n'y répond pas, alors il doit disparaître.»

propos recueillis par
René Adrier
et **Christine Viviani**

* Editions Spotkania, 64 av. Jean Moulin - 75014, tél. : 539.76.35.

A partir de 1980, un groupe d'étudiants décidaient de venir en aide au peuple polonais. Des fonds ont été affectés, sous la responsabilité de l'épiscopat polonais, à l'aide alimentaire et médicale et au soutien matériel de groupes catholiques de jeunes.

Comité Etudiant d'Aide à la Pologne : 23, av. Philippe Le Boucher - 92200 Neuilly.

pour sauver

le salvador

Il y a trois semaines, la déclaration commune de la France et du Mexique reconnaissant la représentativité de deux mouvements de guérilla au Salvador mettait en évidence la nouvelle politique de la France vis-à-vis du tiers monde et la nécessité des solutions politiques aux crises que traverse l'Amérique centrale.

En effet dans nombre de ces pays des rebellions militaires affrontent les pouvoirs établis sans que l'un ou l'autre ne puisse l'emporter. Le cas le plus grave est celui du Salvador où le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.F.L.N.) et le Front Démocratique Révolutionnaire (F.D.R.), soutenu par l'Internationale Socialiste, s'opposent à une junte composée de militaires et de membres de la Démocratie Chrétienne. Ce pays à la particularité d'être le plus petit de la région mais aussi le plus dense en population : 220 habitants au km². La guerre civile sévit aussi au Guatemala dont l'armée sous la direction du général et président Kjell Laugerud Garcia doit faire face à une guérilla active dans 19 départements sur 22. La situation est différente au Honduras où des élections vont avoir lieu le 29 novembre. Mais un coup d'Etat militaire pour les empêcher n'est pas exclu si les résultats s'annoncent trop défavorables à l'armée et à la junte au pouvoir. Pour ces trois pays la contagion de l'exemple nicaraguayen doit être à tout prix évitée et ils peuvent compter sur l'aide de l'administration Reagan pour cela. Il est à craindre que le pacifique et démocratique Costa Rica ne connaisse à son tour de tels troubles en raison de la gravité de la crise économique qui le secoue et ne l'oblige à se doter d'une armée. L'avenir du Panama est devenu plus incertain depuis la mort accidentelle de l'homme fort du pays, le général Omar Torrijos malgré l'existence d'institutions démocratiques qu'il avait mis en place après dix ans de pouvoir personnel.

Un nouveau foyer de tension va apparaître le 21 septembre lors de l'accession à l'indépendance de l'ancienne colonie britannique le Belize que revendique le Guatemala comme partie constituante du pays.

La situation dans les trois premiers pays cités (le Salvador, le Guatemala et le Honduras) présente des caractéristiques communes : le pouvoir y est détenu par des mi-

litaires au service de la bourgeoisie industrielle et des grands propriétaires terriens, eux-mêmes au service des intérêts américains. Ces pays ont des structures agraires fi-

gées grâce auxquelles une petite minorité détient une large majorité des terres agricoles alors qu'une grande partie de la population, très largement composée d'Indiens et de Métis, vit dans la misère. Il leur est impossible d'apporter des changements significatifs nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie sans le risque de voir intervenir l'armée officielle ou les commandos paramilitaires d'extrême-droite. Les uns et les autres procèdent à une répression sans pitié et massive sous l'accusation d'être communiste en vertu de la doctrine de la «Sécurité Nationale» inoculée pendant les années cinquante et soixante par les Etats-Unis. Dans ces conditions il est légitime que ces peuples se révoltent contre le pouvoir établi et l'Amérique trop soucieuse de ses intérêts économiques à court terme. Justement l'administration Reagan trop manichéenne dans ses rapports avec le tiers monde ne peut comprendre le sens de ces révoltes et risque de faire en sorte que les solutions extrémistes l'emportent sous le fallacieux prétexte que les rebelles sont manipulés par Cuba et l'URSS comme elle a essayé, au début de l'année avec des preuves bien partielles, d'en convaincre les dirigeants européens.

Aussi est-ce le rôle de ces dernier, et notamment des Français, en liaison avec ces nouvelles puissances régionales que sont le Mexique, le Venezuela et la Colombie, de faire comprendre à toutes les parties intéressées la nécessité de réformes politiques, économiques et sociales dans ces trois pays... fût-ce au prix d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Il s'agit d'éviter que se prolongent les massacres et ne s'instaure «la paix des cimetières» souhaitée par certains militaires centre-américains.

Philippe LABARRIERE

pourquoi nationaliser ?

Le combat vient de commencer. A notre gauche, une bande de brigands qui s'est emparé de l'Etat par surprise. Elle veut voler et détruire, et pour se convaincre de son bon droit, lit Marx tous les soirs. A notre droite, de bons patrons, d'excellents banquiers. Compétents, efficaces, cultivés (l'un d'eux adore Baudelaire), ils ont consacré leur vie au service de la France, de la libre concurrence et du marché, ce qui est au fond la même chose. D'un côté, le Bien. De l'autre, le Mal.

Est-ce si simple ? Evidemment non. Mais la question des nationalisations tend à prendre les allures d'une guerre de religion, dans laquelle les véritables raisons des uns et des autres deviennent obscures : si l'idéologie n'est pas absente du projet socialiste, il n'est pas acceptable que la bourgeoisie financière et industrielle continue d'entretenir la confusion entre ses intérêts particuliers et ceux de la nation - donc des citoyens qui y vivent.

LOGIQUE DU CAPITALISME

Rappelons d'abord quelques faits. Depuis longtemps, notre système capitaliste n'est plus celui d'un conglomérat de petites et moyennes entreprises fabriquant un type de produit déterminé. Certes, ces P.M.E. continuent d'exister. Elles représentaient même, en 1975, 91% du nombre total des entreprises. Mais elles n'assuraient plus que 20% du chiffre d'affaires et n'employaient plus que 14% du nombre total des employés. Ce qui commande aujourd'hui, ce sont les groupes industriels (Saint Gobain, B.S.N., Matra) et les groupes financiers (Suez, Paribas). Ce sont eux (1) qui concentrent l'essentiel de la puissance économique, qui contrôlent les activités déterminantes pour l'avenir du pays - par

exemple l'armement, les composants électroniques, la chimie.

Longtemps, on a cru que la constitution et le développement de ces grands groupes privés était indispensable à la croissance de l'économie nationale : le gigantisme tendait à devenir synonyme d'efficacité, de rationalité, de compétitivité. Or, les adeptes de cette doctrine n'ont pas vu que ces groupes ne recherchent pas le développement économique en tant que tel, mais la rentabilité des capitaux qu'ils investissent. La différence d'optique est énorme, et lourde de conséquences. Les capitalistes modernes ont compris que l'argent se gagnait plus vite et plus facilement par sa circulation incessante d'une activité à une autre, d'un pays à l'autre. Pour eux, peu importe l'intérêt intrinsèque du produit fabriqué, et le lieu de sa fabrication. Par exemple, M. Taittinger (Champagnes) achète des hôtels; M. Lagardère (armes) devient propriétaire de fabriques de montres (Jaz, Yema) et d'une immense maison d'édition (Hachette). Cela signifie que ni M. Taittinger, ni M. Lagardère ne s'intéressent à ce qu'ils produisent, qu'ils n'ont aucune compétence en matière économique et technique : ils ne s'intéressent qu'à la rentabilité de leur capital.

Ainsi, la logique du capitalisme moderne n'est pas économique, mais financière, son objectif n'est

pas le développement d'une activité, mais la puissance pour la puissance. Ce qui entraîne trois graves conséquences :

1/ Le mondialisme : si c'est l'argent qui importe, et non telle industrie, il s'investira là où il est le plus rentable, c'est à dire dans n'importe quel secteur - profitable ou non à la nation - et dans n'importe quel pays. Par leur logique propre, les groupes sont conduits à la multinationalisation.

2/ La destruction de la liberté d'entreprendre : pour acquérir une taille toujours plus grande, pour satisfaire leur volonté de puissance, les groupes ne cessent d'absorber des entreprises petites ou moyennes. Telle fut, telle est toujours la politique du groupe Hachette, la «pieuvre verte» qui tue l'édition libre.

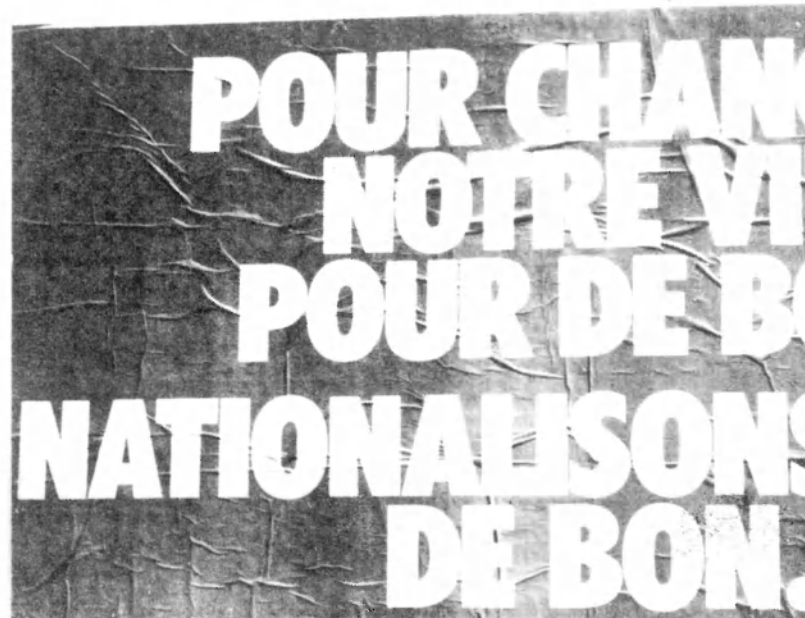
3/ Le chômage : les groupes ne cessent de se «restructurer», (par-

fois pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la gestion économique), cela se traduit par des fermetures d'usines, par la liquidation de secteurs entiers. Ou bien, pour atteindre leurs objectifs de rentabilité, ces groupes installent des filiales dans les pays où la main d'œuvre est bon marché. C'est ainsi que des emplois sont sacrifiés, ou ne sont plus offerts dans notre pays.

Conclusion : les groupes industriels et financiers représentent des puissances dangereuses pour l'indépendance de l'Etat (elles pèsent sur ses décisions, entravent sa liberté d'action intérieure et extérieure), pour l'économie nationale (puisque'ils sont générateurs de chômage) et pour la liberté des citoyens (lorsque la volonté de puissance s'exerce, comme dans le cas de Matra, sur la «production» intellectuelle). Une analyse plus poussée (2) montrerait enfin que ces groupes sont inefficaces (mais cette inefficacité est camouflée par des astuces comptables et par un régime fiscal très favorable), gaspilleurs (c'est l'immense problème des frais généraux) et parfois malthusiens.

PRINCIPES

Autant de raisons qui conduisent à souhaiter la destruction de ces féodalités, à imposer à ces activités un pouvoir qui ne soit plus celui de l'argent. D'où la nécessité de leur nationalisation, qui n'est rien d'autre que le retour à la nation des activités qui lui échappent et qui risquent de porter atteinte à l'intérêt général. Cette nationalisation ne doit pas être confondue avec l'étatisation, puisque les entreprises nationales peu-



vent, sous le contrôle de l'Etat, acquérir une autonomie de gestion et une liberté d'action leur permettant d'échapper à la dictature bureaucratique dont la droite les menace. La politique de nationalisation n'a donc rien à voir avec l'idéologie. Elle traduit simplement une double volonté :

- en finir avec les féodalités financières et industrielles,
- mettre des activités essentielles au service de la nation et des citoyens.

LE PLAN GOUVERNEMENTAL

Il est regrettable que le gouvernement n'énonce pas plus clairement ces principes : on ne sait plus très bien s'il s'agit, pour les socialistes, de tenir d'anciennes promesses (attitude « morale » qui ne tient pas compte d'une réalité changeante), d'appliquer la doctrine socialiste, ou bien d'intégrer un ensemble d'activités dans un projet industriel national. Le flou des principes explique que la politique suivie nous paraisse tantôt positive, tantôt illogique.

Est positive la nationalisation des compagnies financières (Suez et Paribas) et des banques (au-dessus d'un milliard de dépôts) qui ne pourront plus faire fructifier leur capital dans leur seul intérêt ou pour des opérations contraires à l'intérêt national. De même il faut se féliciter de la nationalisation de la C.G.E., de Saint-Gobain, de P.U.K., de Rhône-Poulenc et de la sidérurgie (bel exemple, soit dit en passant, de l'inefficacité gestionnaire du capitalisme).

Est illogique en revanche la politique suivie à l'égard de Thomson-CSF et de Matra :

THOMSON-CSF

— le groupe Thomson comprend deux branches : Thomson-Brandt qui fabrique des téléviseurs et des « produits blancs » (réfrigérateurs, etc.) et C.S.F. qui produit de l'armement, du matériel téléphonique et des composants électroniques. Or, c'est seulement la maison-mère (Thomson-Brandt) qui est nationalisée alors que sa filiale C.S.F. demeure dans le secteur privé. Cette décision n'est pas logique : elle montre que les socialistes font passer les promesses contenues dans leur programme avant les exigences de la politique industrielle. Il est en effet inutile que l'Etat prenne le contrôle de la fabrication de téléviseurs alors qu'il laisse échapper des activités aussi vitales que celles de l'armement et des composants électroniques. Il est donc souhaitable que le gouvernement répare cette erreur et nationalise la C.S.F.

MATRA

— quant à Matra, le gouvernement a décidé qu'il prendrait 51% de la maison mère. Ainsi Matra n'est pas nationalisée, l'Etat devenant seulement actionnaire majoritaire. Or Matra est l'exemple type d'un groupe qui intervient dans divers domaines (automobile, horlogerie, presse, édition...) grâce aux profits qu'il réalise dans la fabrication d'armements. Par là-même, il fausse les règles de la libre concurrence : c'est en effet parce qu'il vend très cher des armes à l'Etat et à l'étranger (grâce à la diplomatie française) qu'il peut dégager des profits qui lui permettent de concurrencer des firmes (d'automobile, d'horlogerie) qui ne bénéficient pas d'une situation aussi avantageuse. L'intérêt général exigerait donc une nationalisation totale de Matra : l'Etat aurait alors pu conserver le secteur de l'armement et remettre au secteur privé le soin de fabriquer des « Baghera », des pendules et des livres. Par là, il aurait démontré que la nationalisation, mieux que les groupes privés, permettait le fonctionnement normal du marché et assurait le respect des lois de la concurrence.

COMBATS D'ARRIERE-GARDE

Telles sont les critiques que les royalistes adressent au plan gouvernemental, trop incertain dans le choix des activités qu'il convient de nationaliser. Cela ne signifie évidemment pas qu'ils se joindront aux combats d'arrière-garde menés par les défenseurs du capitalisme sauvage. L'opposition des milieux de droite est en effet dérisoire sur le plan juridique (on a même vu un député apparenté R.P.R. invoquer ... le Traité de Rome) et tout à fait contestable sur le fond.

Ainsi Philippe Tesson (qui a très bien résumé les arguments de la droite dans un éditorial du « Quotidien de Paris ») affecte de considérer le plan gouvernemental comme l'application inutile et ruineuse d'un dogme désuet. Pour lui, les nationalisations « ne servent à rien », « concernent des entreprises qui marchent très bien », « vont provoquer des problèmes dans nos relations avec les pays amis », sans amener « ni accroissement de la production, ni une hausse de nos exportations, ni une diminution du chômage ». Comme s'il ne servait à rien de détruire des féodalités. Comme s'il fallait nationaliser seulement les canards boiteux (personne, il est vrai, ne se plaint de la nationalisation de la sidérurgie), comme si les groupes n'étaient pas, au moins partiellement, responsables du chômage et de modifications désastreuses des courants d'échanges internationaux.

Ainsi Pierre Moussa (P.D.G. de Paribas) fait mine de défendre l'intérêt national en avançant que l'étranger ne fait confiance qu'aux groupes privés qui se sont judicieusement installés hors de nos frontières. L'influence de la France s'en trouverait diminuée et notre pays perdrait bien des avantages acquis. Or l'argumentation de Pierre Moussa se détruit d'elle-même :

1/ Il reconnaît que les groupes « français » sont devenus des multinationales dont le siège est installé en France. Car il ne faut pas confondre l'intérêt financier de groupes à majorité française et l'intérêt français en tant que tel.

2/ Si Moussa et Tesson brandissent la menace d'un mécontentement des pays étrangers, cela signifie que le fameux « intérêt français » est en réalité soumis à celui de sociétés ou de pays étrangers, donc que les sociétés françaises

implantées à l'étranger ne sont plus libres. Raison de plus pour nationaliser, afin de rendre à ces sociétés leur indépendance. Quant à la menace d'une action contentieuse engagée par les actionnaires étrangers, elle ne devrait pas avoir de raison d'être si l'indemnisation est équitable. Si elle l'est, une telle action serait un acte d'hostilité politique.

3/ L'influence des sociétés françaises à l'étranger est un mensonge. Il y a simple présence, mais pas de position dominante qui permettrait à la France d'exercer une influence politique comme le font les Etats-Unis à travers leurs multinationales.

4/ Enfin, les investissements à l'étranger ne sont pas, eux non plus, un dogme. Une chose est de vendre des produits à l'étranger. Autre chose est de s'y installer, ce qui est souvent un moyen de mener une politique contraire à l'intérêt national et de pratiquer une fructueuse évasion fiscale.

Ainsi il n'est pas vrai de dire que les « nationalisations ne servent à rien ». Elles sont au contraire le moyen :

- d'une politique d'indépendance nationale (une entreprise nationale ne peut passer sous contrôle étranger),
- d'une politique régionale (l'Etat peut contraindre les firmes qu'il contrôle à s'installer en province),
- d'une politique industrielle, si tant est que le pouvoir soit en mesure de définir un projet, cohérent... que nous attendons toujours.
- d'une nouvelle politique sociale.

Mais à une condition : ce sont les activités essentielles qui doivent être nationalisées. En conséquence, l'Etat ne doit pas hésiter à remettre dans le privé ce qui est inutile, des réfrigérateurs aux automobiles. Par exemple, pourquoi ne dénationaliserait-on pas Renault ?

B. LA RICHARDAIS

(1) Pour une analyse détaillée des groupes, voir : François Morin : « La Structure financière du capitalisme français » (Calmann-Lévy), et « Les Banques et les groupes industriels à l'heure des nationalisations » (Calmann-Lévy) ainsi que Bertrand Bellon : « Le Pouvoir financier et l'industrie en France » (Seuil).

(2) Sur tous ces points, qu'il serait trop long de développer ici, voir Bertrand Renouvin : « La Révolution tranquille », envoi franco : 44 F, CCP « royaliste » 18 104 06 N Paris.



le roi calomnié

Le «Charles VII» de Philippe Erlanger, réédité récemment, et surtout celui de Michel Hérubel viennent fort à propos rétablir la vérité sur un roi calomnié.

Peu de princes en effet auront été aussi dénigrés que celui qui fut un moment «le roi de Bourges». Pêle-mêle on l'a accusé d'être mou et sans énergie, de n'avoir jamais cru réellement en la mission de Jeanne d'Arc et surtout de n'avoir rien fait pour la délivrer quand elle tomba entre les mains des Anglais. Même Murray Kendall, dans son remarquable «Louis XI» rabaisse le père, histoire de mieux rehausser le fils, et fait de Charles VII une sorte de minus à l'esprit étroit au cœur sec et à la sensibilité déréglée, tournant en sensiblerie.

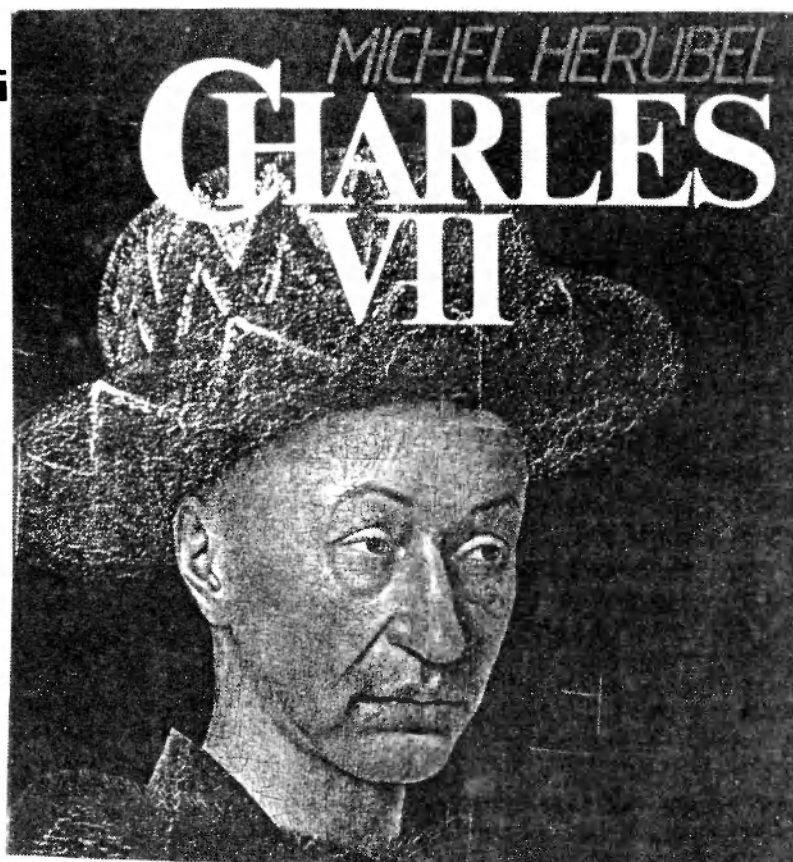
Erlanger et Hérubel font litte de ces légendes. Disons le tout de suite le livre du premier a beaucoup moins de valeur que celui du second. Il a tendance, avec un simplisme abusif, à expliquer le «mystère» de Charles VII par l'action de sa belle-mère Yolande d'Aragon. Celle-ci, dévouée et énergique, prit sous sa protection un être faible et inconsistent. Sous son influence le roi se montrait un homme d'Etat. Dès que celle-ci faiblissait, le roi retombait dans sa neurasthénie. C'est ainsi qu'Erlanger l'accuse d'ingratitude à l'égard de Jeanne d'Arc. Erlanger reconnaît cependant que Yolande disparue, Charles fut un grand roi, mais en partie sous l'influence d'Agnès Sorel. En fait son livre est autant une biographie de Yolande d'Aragon, à qui il décerne le qualificatif «mérité» de «cariatide du trône» qu'une étude sur Charles VII. Mais il omet de dire que l'action au sein du conseil royal de Yolande, princesse féodale qui possédait l'Anjou et la Provence ne fut pas toujours conforme aux intérêts français et que son attitude à l'égard de la Pucelle fut moins que correcte.

D'une tout autre envergure est l'ouvrage de Michel Hérubel. Il montre certes que l'équilibre psychologique du jeune dauphin abandonné pratiquement par sa truie maternelle Isabeau de Bavière, conscient de la folie de son père et témoin de scènes de carnage incessantes à Paris est fragile. Plus tard renié par sa mère il doute de sa légitimité. Il n'en reste pas moins qu'il assume à partir de 1417, date à laquelle il devient dauphin - à quatorze ans ! - la tâche de régent de France. Il sait écouter les conseils, est plaisant, bon orateur. Cela ne l'empêche pas le cas échéant, c'est à dire fréquemment, de revêtir l'armure et de combattre à la tête de ses troupes. Lorsqu'il s'aperçoit que quelqu'un de son entourage l'a trompé il sait pardonner si la personne en question peut rendre encore des services mais il garde une réserve de méfiance. Ajoutons qu'il tranche sur son époque sanguinaire par sa répugnance à l'égard des cruautés.

CHARLES ET JEANNE

Cela n'empêche pas les Anglais alliés aux Bourguignons de grignoter fâcheusement les territoires du roi de Bourges de plus en plus impécunieux. Et lorsqu'en 1429 Orléans assiégée depuis plusieurs mois semble prête à tomber, le sort de Charles semble scellé. C'est alors qu'apparaît Jeanne d'Arc. Il est hors de question de retracer dans cet article les grandes lignes d'une épopée bien connue. Il est nécessaire en revanche d'insister sur l'étroite communion spirituelle qui lia dès l'entrevue de Chinon Jeanne et Charles.

Et ceci pour une raison que



Charles révéla au soir de sa vie, ce qui n'empêche pas maints historiens -les «Cauchons» dirait Régine Pernoud- de l'ignorer splendidement : tarauté par ses doutes sur sa légitimité, Charles, le soir du 1er novembre 1427, adressa à Dieu cette prière : «*Je requiers très dévotement Notre Seigneur que, si je suis vraiment l'héritier et descendant de la noble Maison de France, qu'il lui plut alors de me garder et de me défendre.*» Or, lors de l'entrevue de Chinon, Jeanne prit à part Charles VII et lui rappela cette prière !

Dès lors, Charles eut une confiance illimitée en Jeanne et dans le caractère divin de sa mission (on ne peut en dire autant de l'entourage du Roi qui trop souvent opposa la jalousie à la sainteté). Et quand Jeanne fut prise, le Roi tenta d'abord de la racheter pour la somme fabuleuse de dix mille livres, puis lança Dunois à l'assaut de Rouen. En désespoir de cause il ordonna à La Hire et à Xaintrailles de monter un raid pour délivrer la Pucelle. Dunois, La Hire, Xaintrailles, les trois meilleurs capitaines du Roi mobilisés pour délivrer Jeanne. A part ça Charles VII la laissa tomber !

LE FONDATEUR DE L'ETAT MODERNE

Après la mort de Jeanne, l'ex-roi de Bourges littéralement «accompli» à Chinon, fut un politique remarquable. Il poursuivit jusqu'au succès final la délivrance de la France, notamment en aboutissant par le traité d'Arras à dissocier les Bourguignons des

Anglais. Mais là ne réside pas le plus grand mérite du Roi : compte-tenu des dissensions sanglantes au sein de la Maison d'Angleterre, les jeux étaient plus qu'à demi-faits.

Mais on ne peut ôter à Charles son sens politique qui en fait un des grands fondateurs de l'Etat royal. D'abord il eut le bon sens d'amnistier les habitants des villes qui lui avaient résisté lors de la reconquête. Les écorcheurs et autres mercenaires mettaient-ils le pays à sac lors qu'ils étaient inemployés entre deux campagnes ? Charles VII les envoie se faire étriper en Suisse. Et surtout, il jette les fondements d'une armée régulière en créant les Compagnies d'Ordonnance... qu'il faut payer !

Charles VII met donc au point les bases d'une fiscalité régulière, reprenant une tentative de son grand-père Charles V. De plus, par la Pragmatique Sanction il soustrait les abbayes à la cupidité pontificale qui sévissait au XVème siècle en cet «automne du Moyen Age» si néfaste à l'institution ecclésiastique. Enfin il sut utiliser Jacques Cœur pour relancer la machine économique même si celui-ci en profita pour s'enrichir dans des conditions douteuses.

Charles, entouré d'une pléiade de grands commis fut surnommé «le Bien Servi». Mais n'est-ce pas la première qualité d'un chef que de savoir s'entourer ?

A.F.

Philippe Erlanger -Charles VII- Lib. Acad. Perrin. Franco : 77 F.
Michel Hérubel -Charles VII- Ed. Olivier Orban. Franco 70 F.

Ce petit monde des fables de notre enfance, il nous faut donc y revenir si nous voulons être réellement des grands. L'épreuve peut être rude pour notre humilité. Elle est douce à l'intelligence, à notre regard sur le monde. Le détour par de si beaux systèmes, toute cette «culture» auraient donc servi à bien peu de choses, si toute la sagesse politique est là en puissance. Elle y est. Pierre Boutang nous en convainc dans une lecture de La Fontaine qui est aussi une magistrale leçon de philosophie. Elle a fait la joie d'une partie de mon été. Avec les Fables toujours à la portée de la main car il me fallait les consulter à mesure pour mieux savourer le commentaire. De plus savantes et fidèles mémoires que la mienne dispensent de cette peine qui n'en est pas vraiment une. C'est à mon sens la seule réelle «difficulté» de ce nouveau livre de l'auteur de *L'Ontologie du Secret*. Pour les lecteurs qui trouvent Boutang inaccessible habituellement, je conseillerai de l'aborder par «La Fontaine politique». Ils entreront au cœur de sa pensée par une voie moins techniquement philosophique mais tout aussi décisive.

Les philosophes ne sont pas absents de ce grand traité d'anthropologie. Au contraire, l'Aristote de *L'Ethique à Nicomaque* et le Vico de la *Science nouvelle* sont sans cesse convoqués pour répliquer victorieusement à Descartes. Mais leur façon de vaincre tient moins à leur puissance dialectique qu'à leur façon de faire voir et sentir les choses. Faire voir et comprendre l'homme surtout. Boutang nous montre notre fabuliste s'opposer en un combat décisif, pour tout l'âge moderne à «ce mortel dont on eut fait un dieu - chez les païens, et qui tient le milieu - entre l'homme et l'esprit.» C'est le cavalier français parti d'un si bon pas, mais pour le moderne. Ce qui est en jeu dans l'affaire, c'est nous dit Boutang, «l'homme habitant et non concessionnaire de la planète, l'homme à qui l'on pouvait parler d'autre chose, à qui l'on pouvait dire autrement et d'abord sous le charme immémorial des histoires de bêtes.»

Entre La Fontaine et Descartes, c'est donc le sort de notre monde moderne qui se joue. L'admirable discours à Mme de la Sablière en est le témoin irrécusable. Mais toutes les fables ensemble dévient à l'auteur du *Discours de la Méthode* pardela les animaux machine, la connaissance de l'être 'qui n'étant ni ange ni bête n'en est pas moins cousin de tous les peuples animaux. «Il a mis, écrivait Lucien Dubech, le système de Descartes dans une fable qui est le modèle de la poésie philosophique dans notre langue.» Le système n'y est pas seulement exposé à Mme de la Sablière, il est aussi non pas réfuté mais opposé à la réalité la plus poétique, la plus vivace et la plus vraie, à ces universaux fantastiques perdus par la raison moderne pour notre plus grand dommage.

Mais comment parler de l'homme par l'animal ? Ne serait-ce pas le travers inverse de l'être situé au delà de l'homme, du côté de l'esprit ? On sait déjà que les animaux des fables ne sont pas de vrais animaux puisqu'ils représentent la geste de l'homme en tous ses domaines. Mais leur animalité n'est pas pour autant conventionnelle. C'est bien le lieu de la discussion anthropologique. En défendant «l'âme» des animaux contre Descartes, c'est aussi une part de l'homme que l'on défend : «l'imagination ou-

la fontaine

politique



par
gérard
leclerc

rière d'universaux fantastiques sans abstraction, a ses racines dans l'animalité de l'homme» De là, toute une exploration philosophique passionnante chez Saint Thomas pour qui la cogitative est pour l'homme l'équivalent de l'estimative chez l'animal. La fable et le mythe sont ainsi indispensables à l'homme pour évoluer dans son monde qui n'est pas celui exclusif de la raison pure. Immérgé dans le sensible, l'homme est livré au trésor de ses rêves et de ses images. C'est pourquoi ce langage est universel. Même s'il a déserté notre pays depuis la mort du fabuliste disparu avec un génie qui n'a pas réapparu depuis, il ne cesse d'être compris. Par nous aujourd'hui, comme par ces jeunes Africains chers à ma mémoire d'ancien instituteur de brousse. Cet univers des fables leur était encore plus naturel, puisque c'était celui-là même de leurs grands-mères le soir auprès des feux.

Cette voie de l'imagination n'est pas l'unique, puisqu'elle n'abolit pas celle de la raison, ni même celle de la Révélation. Mais oubliée, elle signifie une déshumanisation, un déséquilibre grave qui provoquera des ravages en éducation, en politique, ou simplement la douce joie d'exister. Car il y a une morale et un art du gouvernement dans les fables, étrangers à tout système que Boutang montre fort proches de la pensée d'Aristote. Là encore l'enjeu est anthropologique et l'on n'a nul mal de sentir comment à travers tant de tâtonnements écologiques ou autres, notre temps aspire à retrouver la nature et l'art de vivre des proverbes et des habitudes d'un peuple.

Comment alors rassembler en quelques mots l'incroyable richesse de cette somme qui puise dans le trésor des Fables ? Le préfacier de Bou-

tang le fera mieux que quiconque. Il s'appelle Charles Maurras. En septembre 1951, il devenait avec quelle prescience le grand et beau livre qui aspirait à naître. Le vieil homme impavide en formulait le projet avec une rare sûreté : «Cette simple scène de l'univers, ce spectacle aux cent actes divers, l'équivalent français des quarante huit chants du poème hellénique, que tout concitoyen bien né et bien appris tire de La Fontaine et qu'il se récite par cœur, vous en avez donné le nom et défini la qualité : oui, c'est cela; c'est bien ce jeu des forces naturelles et historiques... C'est le grand conflit, c'est le grand mélange, c'est la profonde composition des forces de l'homme, les héros, les victimes de leur tragi-comédie, tous bons témoins de «ce qui est», heur ou malheur, juste ou injuste; inexorablement véridique, de la vérité supérieure des Fables, de ces Fables bienfaisantes et exemplaires qui sont propres à garder, à défendre, à protéger notre frêle membrane, notre action plus frêle, autant que le veut et l'exige ce principe de l'être que La Fontaine appelle sans ambages, «le cœur» : volonté de la vie de soi, volonté de la vie des autres, vœu exprès du positif contre le négatif, synonyme auguste du bien.»

Boutang a su répondre, à la lettre, aux encouragements et aux vœux explicites de Maurras. Il me semble que trente ans après, le martégal se féliciterait -en plus d'une philosophie vers laquelle tant d'affinités naturelles le destinaient- de deux thèmes sur lesquels son continuateur insiste avec éloquence. Le thème de la force tout d'abord. Ce fameux jeu de la force universelle qui taraudait la grande âme de Simone Weil, il n'est pas possible de l'ignorer ou de nous en dissocier. Une âme forte, dit Boutang, n'est pas surprise par la force : ni terrifiée ni séduite. Dans le monde dangereux d'aujourd'hui, nous n'avons nul intérêt à oublier cette sagesse. Il y a trop à parier que certains pacifistes bêtards se retrouveront demain inconditionnels partisans d'une force aveugle. Impossible - à moins de vivre déjà de l'autre monde - d'ignorer que celui-ci est soumis à des menaces que seule une attention vigilante nous permettra d'éviter. Là dessus, la stratégie de La Fontaine est inépuisable dans ses ressources et son génie d'adaptation au terrain sans défaut. Le grand jeu de la force, c'est le destin de l'espèce. Banal sans doute, mais un instant d'inattention.

Second thème propre à réjouir le préfacier de ce livre : le plaidoyer pour la langue, «la seule force réelle politique, sera désormais, si nous ne nous laissons pas écraser par le cadavre des derniers siècles, la communication propre aux communautés de naissance qui choisiront héroïquement d'y situer principalement leur salut : la perfection d'une langue... aux divers degrés de sa vie authentique aux enfants de chaque patrie... Je ne dis plus seulement que ma patrie c'est la langue française, mais que c'est l'enseignement et la tradition de cette langue dans son intégrité.» La Fontaine politique, c'est en définitive la beauté et le trésor d'une langue, notre bien commun premier.

Gérard LECLERC

Pierre Boutang -La Fontaine politique- J-E Hallier/Albin Michel. Prix franco : 95 F.

LYS ROUGE

Le «LYS ROUGE» vient de paraître. Un numéro double (N° 9-10), composé et imprimé (on n'arrête pas le progrès !). Le thème en est la légitimité. On y aborde cette question sous différents aspects, citant Boutang et Simone Weil, auscultant les textes de Philippe de Saint Robert... La vision traditionaliste n'y est pas négligée qui cohabite avec des points de vue très empiristes. Et malgré cette diversité et la longueur exceptionnelle de certains articles, nous pouvons vous dire que nous sommes loin d'avoir tiré nos dernières cartouches. Nous croyons même avoir ménagé nos effets pour le prochain numéro. C'est un fait qu'il n'a jamais été aussi urgent de s'abonner au «Lys Rouge», la revue de libre débat de la N.A.R.

Sommaire :

- «Le discours légitimiste est nécessairement de synthèse» (JP Lamy)
- «Légitimité et élections présidentielles de 1981» (B. Renouvin)
- «Le concept de légitimité chez Philippe de Saint Robert» (A. Tisserand)
- «Réflexion sur la tradition royale» (H. Montaignu)
- «L'orléanisme, histoire et perspectives actuelles» (F. Aimard)
- Extraits du «Court traité du Pouvoir» de P. Boutang et de «Déracinement et nation» de S. Weil.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

Nom :
Prénom :

Adresse :
.....
.....

— s'abonne au L.R. pour 4 N° et verse (30 F, normal; 50 F, soutien)

— commande le N° double 9-10 et verse pour cela 10 F.

Chèque et CCP à l'ordre de ROYALISTE, CCP Paris 18 104 06 N.



Un corneau cornélien

Il faut se méfier d'Alain Corneau, il s'avance discrètement. Mine de rien, sur fond de cinéma français pauvre à désespérer, il est en train de jeter les jalons d'une œuvre.

«Le Choix des Armes» est trompeur en un sens et risque de souffrir injustement de son ambiguïté et de son succès. Car ce film n'est ni simple ni froid comme un policier bien maîtrisé et qui ne serait que cela. Il appartient déjà au registre des œuvres marquées du signe du classicisme français, à quoi il emprunte son apparente simplicité linéaire, sa rigueur et sa pudeur; Corneau filme en litotes. Quelle science du montage ! Les silences, les regards, l'inexprimable à fleur de visage et d'image, tout cela est admirable. Corneau a du métier, mais ce n'est pas tout. Lui, qui a toujours su s'effacer avec discrétion derrière quelques acteurs prodigieux (hier M. Bouquet, P. Dewaere, B. Blier, Yves Montand; aujourd'hui Montand de nouveau, Catherine Deneuve, Galabru, desquels il tire le meilleur), sa générosité éclate dans «Le Choix des armes» de façon bouleversante et impose une marque d'oiseau cornélien.

Car ce film, ce n'est pas assez de dire qu'il est tout autre chose qu'une mécanique froide, tout autre chose qu'un banal conflit de

génération et de méthode entre flics et truands; je dis que ce film est l'irruption de la tragédie cornélienne dans le cinéma français. Si l'on veut bien admettre que le sens du théâtre de Corneille, ce n'est pas tel conflit qu'on anône mais, à travers une crise, l'accession douloureuse à l'humain, en ce sens «Le Choix des armes» est un film cornélien. Le film commence comme du Melville, mais là s'arrête la comparaison. Corneau dépasse son modèle. «Le Samourai» était une belle mécanique, glacée; tout le **choix des armes** repose sur l'humain qu'il révèle. Ici, à l'opposé de Melville, le tragique n'est pas dans le déroulement silencieux d'une logique, il est dans le choix, le choix des armes en effet : violence ou amour ? Melville nous donne à voir des masques; Corneau, des visages toujours plus ouverts sur le pathétique intérieur. La violence, insupportable, est mise en accusation, quelle que soit la forme, légale, illégale. Ce que montre Corneau, c'est qu'elle est la même et qu'elle est partout, de part et d'autre d'une ligne, imaginaire, séparant l'espace social entre ce qui est

permis et ce qui ne l'est pas. L'admirable n'est d'ailleurs pas tant l'art d'accusation qui confond toutes les violences que de montrer cinématographiquement que la seule forme qui vaille contre la violence n'est pas une violence autre qui est toujours une plus grande violence, mais l'amour, la générosité, la tendresse; dérisoire dans un univers fou, susceptible toutefois si l'on s'y tient jusqu'au bout, non seulement de renverser les situations, faisant du flic accusateur un accusé pitoyable, mais aussi révélant à chacun qui en est digne sa part la meilleure d'humanité, faisant de l'atroce voyou un père bouleversant. Ce que nous dit Corneau, c'est que dans un monde qui ne signifie rien, cela seul signifie; que la violence d'un homme, ce n'est jamais que de l'humain raté, avorté, contrarié, fermé, et aussi que si l'on sonde toujours plus au fond de l'homme, c'est pour y trouver un enfant oublié, ignoré, perdu : un amour, une ouverture vers l'autre, vers l'infiniment disponible. Comme dans le théâtre de Corneille, l'humanité héroïque est contagieuse : Noël Durrieu remet à leur place le double du flic et du voyou, subvertissant l'apparence, la morale formelle du monde, au nom de la seule plénitude qui ordonne les valeurs, l'amour.

Contre Créon, c'est Antigone ici qui a le dernier mot parce que les hommes sont libres : ils font le choix des armes. «Le Choix des Armes» n'est pas plus un film policier que «Le Cid» n'est une pièce de cape et d'épée. Retenez : Alain Corneau.

Alain FLAMAND

louis buffet

C'est pendant l'été que nous avons appris la mort du commandant Louis Buffet, quelques semaines seulement après celle de sa femme. Dans ce journal, nous avons pris pour principe de ne pas faire de rubrique nécrologique, et si nous transgressons cette règle aujourd'hui c'est pour saluer la mémoire d'un militant royaliste hors du commun. Louis Buffet était le fils d'André Buffet, chef du bureau politique du duc d'Orléans, au début de ce siècle. Royaliste depuis son plus jeune âge il n'avait jamais cessé de militer pour la défense de ses convictions. Dès sa fondation, il apportait à notre mouvement son soutien actif, heureux de voir s'amorcer le renouveau des idées qui lui étaient chères. Sa forte personnalité et son autorité incontestable étaient tempérées par une chaude camaraderie qui se manifestait même à l'égard de jeunes royalistes de plus de soixante dix ans ses cadets.

Que ses nombreux enfants et petits-enfants -et tout particulièrement notre amie Paule Buffet- trouvent ici l'expression de notre vive sympathie.

Y.A.

■ NOUVELLES BOITES POSTALES

— Rhône : NAR, B.P. 4345 - 69241 Lyon Cedex 4
— Maine et Loire : NAR, B.P. 253 - 49002 Angers Cedex.

pour l'offset

En mai dernier se tenait le 1er congrès de la N.A.R. qui nous donnait l'occasion de procéder à un bilan d'ensemble de notre mouvement, et à une réflexion critique sur nos méthodes de travail. Dans la foulée de ce congrès, un certain nombre de réformes ont été adoptées qui se mettront progressivement en place. L'une d'entre elle est la création d'un congrès annuel qui permettra d'associer les adhérents aux prises de décisions du mouvement et à son fonctionnement et cela beaucoup plus étroitement que par le passé. Ce congrès, réservé aux adhérents, se tiendra à Paris, au mois de décembre.

D'autre part les «Journées Royalistes», sous une forme que nous essayerons d'améliorer - auront lieu au printemps prochain, elles seront, bien entendu, largement ouvertes au public extérieur, sympathisants ou simplement curieux.

Ces deux manifestations doivent être précédées ou accompagnées tout au long de l'année d'un travail de préparation, tant matériel qu'intellectuel, pour lequel nous souhaitons trouver un concours très large auprès de nos lecteurs.

C'est aussi vers nos lecteurs que nous nous tournons pour assurer, comme d'habitude, l'équilibre financier de nos activités. Et là, il y a urgence ! Non pas que notre situation soit catastrophique mais une dépense imprévue, quoique très utile, a manqué de faire couler notre trésorerie pendant l'été.

Depuis longtemps déjà nous avons envisagé l'achat d'une machine à imprimer offset afin d'accroître nos possibilités d'impression et de nous rendre indépendants sur ce plan, tout en nous faisant réaliser des économies substantielles. Une occasion imprévue mais intéressante nous a amenés à acheter cette machine fin juin et quelques amis alertés nous ont prêté la somme nécessaire à cet achat. Il s'agit maintenant de les rembourser et c'est pourquoi nous ouvrons aujourd'hui une souscription auprès de nos lecteurs. Pour couvrir nos emprunts il faut que nous réunissions 40.000 F avant la fin du mois de novembre. Les dons doivent être adressés au CCP Royaliste 18 104 06 N Paris en précisant «pour la souscription».

Yvan AUMONT

■ CASSETTES - Une nouvelle série de cassettes est maintenant disponible :

- Bertrand Renouvin : «l'anarcho-syndicalisme»
- Philippe Vimeux : «Les royalistes au XIXème siècle»
- Philippe de Saint Robert : «Montherlant et Malraux»
- Pierre Boutang : «La liberté»

(conférence aux Journées royalistes 1977)

— «Journées royalistes 1980», (Interventions et débats avec Marcel Jullian, Philippe de Saint Robert, Jacques Thibau, Roger Gaudy, Michel Jobert : 2 cassettes)

Prix franco : 35 F la cassette (60 F les deux)

■ DIFFUSION DE «ROYALISTE»

L'un de nos soucis principaux est d'augmenter régulièrement l'audience de notre bi-mensuel. Pour cela, et faute de moyens financiers importants, nous ne devons compter que sur l'aide de nos amis, militants ou sympathisants qui ont à cœur de faire connaître le journal autour d'eux. A cette intention nous avons créé deux types d'abonnement spéciaux :

- l'abonnement-paquet pour recevoir 5 ou 10 exemplaires du journal à chaque parution (tarif pour trois mois : 5 ex. : 58 F - 10 ex. 114 F)
- l'abonnement-invendus qui permet de recevoir, avec quinze jours de retard, des numéros invendus du journal (tarif pour 6 mois : 5 ex : 25 F - 10 ex : 45 F)

■ ADHESION - Des lecteurs confondent souvent l'abonnement au journal et l'adhésion au mouvement. Il s'agit là de deux démarches différentes. L'abonnement n'implique aucun accord et aucun engagement envers notre action politique. En revanche, l'adhésion est une marque de soutien à la fois moral et matériel. Tous nos lecteurs qui approuvent notre action et souhaitent s'engager à nos côtés peuvent nous demander une documentation qui comporte tous les renseignements pratiques concernant l'adhésion.

■ COTISATIONS - Beaucoup de retard avait été pris depuis quelques mois par le service cotisation et, faute de rappels, de nombreux adhérents n'étaient pas à jour de leurs versements. Ce retard est aujourd'hui rattrapé et nous demandons à tous ceux qui ont reçu des lettres de rappel de bien vouloir y répondre rapidement afin de nous épargner de nouvelles relances et des frais supplémentaires.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

l'état

du

socialisme

Cent jours font un chiffre rond. Le nouveau pouvoir n'a pas demandé d'être jugé sur un aussi bref délai et pourtant, les vacances à peine terminées, certains publiaient à grand fracas la fin de l'«état de grâce». Il faut beaucoup d'aplomb pour dire ce qu'il en est d'une réalité aussi impalpable. A moins que cette «révélation» ne traduise l'attente malsaine de l'opposition de droite qui, toujours dépourvue de projet de rechange, espère que l'effondrement de son adversaire suffira à lui donner la revanche.

Il ne peut être question de suivre la droite dans cette politique du pire. D'abord par ce que nous ne souhaitons pas le retour à l'ordre ancien, qui était celui du pur conservatisme. Mais surtout parce que, sans aliéner la moindre parcelle de notre indépendance, nous estimons qu'il faut continuer de donner ses chances à M. Mitterrand dont le projet politique rejoint, au moins partiellement, nos propres aspirations. Cela ne signifie ni l'inconditionnalité, ni l'approbation sans réserve, ni le soutien sans nuances : bien au contraire, la politique suivie depuis trois mois, souvent juste dans son principe, nous paraît marquée d'un certain nombre de fautes, d'incohérences et d'incertitudes.

PREMIERS CHANGEMENTS

Certes, les royalistes ne peuvent que se féliciter du projet de décentralisation : n'avons-nous pas toujours demandé la suppression de la tutelle des préfets sur les communes et les départements, et la reconnaissance de la région comme collectivité territoriale ? Il ne faudrait pas,

cependant, que cette réforme demeure purement administrative - d'où la nécessité d'une décentralisation économique et culturelle - et que les structures centralisées des appareils politiques ne viennent pas détruire ce qui aura été juridiquement accordé. Nous ne nous plaindrons pas non plus des mesures de justice sociale - notamment en faveur des travailleurs immigrés - ni des plans de réforme fiscale, sous réserve toutefois d'un examen approfondi.

En revanche, le gouvernement aurait dû s'abstenir d'annoncer des mesures spectaculaires sans réflexion préalable. Ainsi l'affaire du vote des immigrés, mal préparée et vite retirée, ou encore cette décision, inutilement provocatrice, de commémorer la «date nationale» du 19 mars 1962. Enfin, comment ne pas être déçu par le projet de loi sur les radios libres, qui prévoit de simples dérogations, limite les possibilités de diffusion et laisse dans l'ombre la question - délicate il est vrai - du mode de financement.

Pour la plupart des Français, ces erreurs et ces timidités paraîtront d'une moindre importance que la conduite de la politique économique : c'est sur ce point, chacun le sait, que le gouvernement sera jugé. Or l'inflation n'est pas maîtrisée, il y a maintenant 1.800.000 chômeurs et le déficit de notre commerce extérieur atteint 3,8 milliards de francs.

Il est vrai que le gouvernement Mauroy hérite d'une gestion particulièrement catastrophique : personne ne saurait donc lui reprocher de ne pas avoir fait disparaître, en quelques mois, les conséquences des erreurs accumulées pendant sept ans. Il n'empêche que, depuis le 10

mai, la conduite de la politique économique a parfois semblée incertaine, voire incohérente. Comme si le «changement» n'avait pas été mûrement réfléchi tout au long des années d'opposition... D'une part, le projet industriel global est resté trop longtemps dans le flou. D'autre part, le gouvernement n'a pas cru devoir prendre immédiatement des mesures de protection de l'industrie nationale, tout en se laissant aller, sur le plan agricole et sous la pression de sa clientèle, à un protectionnisme caricatural, contre un pays - l'Italie - vers lequel nous exportons beaucoup, et en violation des principes européens qui lui sont chers !

LE PLAN MAUROY

La déclaration de M. Mauroy devant l'Assemblée, le 15 septembre dernier, est heureusement venue clarifier les choses. Il est bon que le gouvernement comprenne l'importance des mutations technologiques et décide de développer massivement la recherche. Il est utile de mettre en œuvre une politique de grands travaux qui permettra de relancer l'activité. Il est judicieux de concevoir l'aménagement du temps de travail de façon «négociée et multiforme» et de décentraliser les aides à l'emploi. Il faut aussi se féliciter de la conception développée par le Premier Ministre en matière de nationalisation même si, comme nous l'expliquons

dans ce numéro, les mesures concernant les groupes Thomson et Matra nous semblent manquer de logique. Enfin, M. Mauroy a eu raison de mettre l'accent sur la reconquête du marché intérieur, qui est la condition de toute politique de relance et d'une lutte efficace contre le chômage. Encore faut-il cesser de concevoir la protection nécessaire de nos activités dans le cadre d'une Europe trop intégrée dans la zone atlantique et, après les déclarations d'intention, prendre les mesures concrètes qui s'imposent.

Reste à savoir quelle sera l'évolution des relations entre l'Etat et le parti majoritaire. Certes, M. Jospin a récemment déclaré qu'il «ne fallait pas confondre le gouvernement et le parti». Mais alors, pourquoi M. Beregovoy, secrétaire général de l'Elysée, a-t-il participé à l'ensemble des travaux du Comité directeur du Parti socialiste ? M. Mitterrand ne remplirait pas les devoirs de sa charge s'il laissait un Etat-P.S. succéder à l'Etat-Giscard.

Telles sont nos approbations, nos réserves et nos doutes. Nous ne cesserons de les exprimer librement, sans souci de plaire à l'un ou l'autre camp.

Bertrand RENOUVIN